

MESDAMES, MESSIEURS LES REPRESENTANTS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE, nous sommes très heureux d'être réunis aujourd'hui pour faire un bilan de la politique de la ville conduite par les uns et les autres dont nous-mêmes représentants du conseil citoyen paris 18, association loi 1901 issue de la loi de 2014 et nous remercions.

- Comme vous le savez les CONSEILLERS CITOYENS sont le plus souvent des habitants des quartiers Politique de la ville et également des représentants d'association comme moi-même.
  - A ce titre, je voudrais d'abord REMERCIER tous les citoyens bénévoles, nommés ou volontaires, qui composent notre conseil citoyen. La majorité d'entre nous étions jusqu'à présent isolés dans nos difficultés, nous formions en quelque sorte un nouveau cercle sur le ring urbain des quartiers populaires du 18ème comme à Paris.
- Ils sont prêts de 80 aujourd'hui dispersés dans 5 quartiers. Notre apprentissage de la citoyenneté suit son cours et c'est indéniable ! Et c'est formidable !

**Cette année encore, nous avons encore beaucoup œuvré, par groupe, individuellement et avec d'autres conseils citoyens, de nouveaux membres nous ont rejoint, notamment des jeunes et c'est important.**

#### I. MAIS PARMI NOUS, UNE INFIME PARTIE RESTE ACTIVE, EN RAISON DE DIFFICULTES :

- A comprendre le rôle qu'est le notre,
- A se positionner vis à vis des autres groupements d'habitants (conseils de quartiers),
- A disposer du temps nécessaire pour faire face à ces difficultés,
- A convaincre les habitants que vous nous écoutez, comprenez et agissez avec nous.

#### II. LES POUVOIRS PUBLICS REPRESENTANTS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE AUSSI

En effet, nous ressentons qu'il nous est très difficile d'intégrer vos cercles de réflexions et d'actions, malgré vos efforts louables et votre bienveillance à notre égard, nous devons insister sur 6 points de discordance :

- Un manque de reconnaissance de nos compétences et de nos ressentis,
- Une très faible écoute envers nos préoccupations et nos propositions,
- La difficulté de votre côté à ALLEZ VERS c'est à dire à bouger vos usages formels et codés,
- L'omission récurrente de nous consulter c'est à dire que vous NOUS OUBLIEZ,
- Une certaine incapacité à CO-CONSTRUIRE des projets,
- Voire l'ignorance de certains face à nos sollicitations.

#### Quatre exemples communs à nos collègues des 10/11/19 et 20èmes

1. L'ordre du jour aujourd'hui en est la preuve, il nous est imposé.
2. Les comptes rendus de réunion et les documents préalables à la concertation ne sont jamais remis dans les temps
3. L'absence de réponse à nos invitations pour des réunions de nos groupes de travail.
4. Votre ignorance et aveuglement à nos récurrentes sollicitations face à certaines rues anxieuses (Suez - Panama - Poulet - Djean et Poissonniers) qui empoisonnent la vie des habitants et la réputation des Quartiers (Myriam Montero).

**➤ SI VOUS ETES DIFFERENTS, ET CERTAINS BEAUCOUP PLUS DISPONIBLES QUE LES AUTRES, NE MANQUERIEZ VOUS PAS DE MOTIVATIONS ? N'y aurait-t-il pas moyen d'inclure dans vos procédures le fait de « travailler avec nous, après être « allés vers » nous ?**

**➤ DEPUIS 2017 NOUS HABITONS ENSEMBLE, EN 2018 NOUS AVONS GRANDI ENSEMBLE, POUR 2019 NE POURRIONS PAS NOUS ENGAGER A TRAVAILLER ENSEMBLE**

**EPILOGUE : REFLEXION PLUS GLOBALE SUR LES CONSEILS CITOYENS**

Si vous cherchez sur internet, par exemple sur le site du monde le terme conseil citoyen, il n'y a rien, quand vous suivez sur google par une alerte, opération réalisée toute l'année 2018, les actions réalisées par les conseils citoyens, vous constaterez la plupart du temps qu'il s'agit de pique-nique, de fêtes, de banalité qui n'ont rien à voir avec les trois axes de la politique de la ville, à savoir GRANDIR, HABITER, TRAVAILLER..

La question majeure reste donc SOMMES NOUS REELLEMENT NECESSAIRES, UTILES, POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE, Devons-nous pour être entendus et respectés, nous rebeller ? Démissionner ? Saisir le préfet ? Le CGET ?

**Nous ne souhaitons pas être des FAIRE-VALOIR**

Allez vous REELLEMENT NOUS ACCOMPAGNER DANS NOS ACTIONS comme il se doit et ainsi éviter que la locomotive présente ici perde tous ses wagons, qu'elle ne soit constituée que de « sachants » au mépris des « non-sachants » ?

Voici à ce sujet les propos de notre secrétaire suppléante, Marie-Christine CRISTOFARO : « **Actuellement, la loi donne aux CC une existence, mais pas les institutions. Le CC n'est pas un ennemi. Il doit venir en cogérance. Sa voix doit être entendue et retenue. Il n'est pas non plus potiche** ».

**Post scriptum**

1. Une réflexion sur la fiabilité d'Optima dans le recrutement et l'accompagnement des personnes au poste d'accompagnateur animateur semble également très importante à conduire, en effet aucun conseil citoyen n'a été en mesure de garder une personne à ces postes d'ADULTES RELAIS censés être à notre disposition. Nous connaissons des candidats au poste qui n'ont pas été rencontrés et ceux qui ont été recrutés ont quitté leur emploi. L'absence de rémunération décente, de local, d'accompagnement méritent plus qu'une réflexion.
2. En ce qui concerne la politique conduite au cours des 12 derniers mois, nous demandons à ce que la rubrique travailler ne laisse pas tomber un aspect important : créer des entreprises car pour grandir et habiter quoi de mieux que d'avoir un emploi...
3. Nous avons également été très surpris par les référentiels de travail pris par l'APUR dans une étude qui nous a été soumise à la préfecture en décembre 2018